LC

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 43.215/2
DU 18 JUIN 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 31 mai 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 2 à 12 de la loi du 21 avril 2007", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le projet d'arrêté, qui tend à exécuter l'article 1022, alinéa 2, du Code judiciaire, fixe le tarif des montants de base, minima et maxima des indemnités de procédure prévues par cette disposition.

Selon ce dernier texte, ce tarif doit être établi "en fonction notamment de la nature de l'affaire et de l'importance du litige".

La section de législation du Conseil d'État ne dispose pas des éléments lui permettant d'apprécier si les montants figurant dans le projet, tels qu'ils peuvent notamment se comparer en fonction de chacun des types de prestation envisagés, sont en correspondance adéquate avec la nature de celles-ci et s'il est ainsi satisfait aux principes d'égalité et de non-discrimination.

C'est sous cette réserve que le présent avis est donné.

Observations particulières

Intitulé

La loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocats doit être mentionnée avec son intitulé complet.

Par ailleurs, pour les raisons exposées ci-après dans l'observation relative à l'article 11, il y a lieu de mentionner l'entrée en vigueur, non seulement des articles 2 à 12 de cette loi, mais également des articles 1er et 13 de celle-ci.

L'intitulé de l'arrêté en projet sera dès lors libellé comme suit :

"Arrêté royal fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat".

Préambule

Alinéa 1er

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Vu l'article 1022, alinéa 2, du Code judiciaire, remplacé par la loi du 21 avril 2007."

Alinéa 2 nouveau (à insérer)

Il y a lieu de mentionner également, au titre de fondement légal, l'article 14 de la loi du 21 avril 2007, précitée, qui constitue la base juridique de l'article 11 du projet.

Un alinéa 2 nouveau, rédigé comme suit, doit donc être inséré dans le préambule :

"Vu la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat, notamment l'article 14."

Alinéa 3 nouveau (à insérer)

L'arrêté royal du 30 novembre 1970 fixant pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables, qui est abrogé par l'article 10 du projet, doit être mentionné au préambule dans un alinéa 3 nouveau à insérer. La référence à cet arrêté royal se fera en mentionnant toutes les modifications expresses et encore en vigueur que ce texte a subies, et cela uniquement par indication de la nature et de la date des textes modificatifs.

Alinéa 2 (devenant alinéa 4)

Il y a lieu de préciser les dates des avis, respectivement de l'Orde van Vlaamse Balies et de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique, en mentionnant ces avis dans leur ordre chronologique.

Alinéa 3 (devenant alinéa 5)

L'alinéa 3 (devenant alinéa 5) doit être rédigé comme suit :

"Vu les avis des inspecteurs des finances donnés les 23 avril 2007 et 26 avril 2007".

Dispositif

Article 1er

1. L'article 1017, alinéa 1er, du Code judiciaire prévoit déjà que la fixation des dépens se fait "sans préjudice de l'accord des parties" (les dépens comprennent l'indemnité de procédure, comme il ressort de l'article 1018, alinéa 1er, 6/, du Code judiciaire).

De l'accord du délégué du ministre, les mots "sans préjudice de l'accord des parties" doivent dès lors être omis.

2. Les mots "et, sous réserve de l'application de l'alinéa 5 de l'article 1022, à l'égard de chaque partie qui est assistée d'un avocat et qui défend un intérêt distinct", figurant à l'article 1er, alinéa 2, du projet, pourraient aboutir à ce qu'une même partie succombante doive payer une indemnité de procédure pleine et entière à plusieurs parties différentes. Il ressort cependant de l'article 1022, alinéa 5, nouveau, du Code judiciaire qu'une même partie succombante ne peut être tenue qu'au paiement d'une seule indemnité de procédure par litige, cette indemnité étant plafonnée, lorsque plusieurs parties en bénéficient, comme indiqué dans cette même disposition ("son montant est au maximum le double de l'indemnité de procédure maximale à laquelle peut prétendre le bénéficiaire qui est fondé à réclamer l'indemnité la plus élevée"). Il ressort, par ailleurs, des travaux préparatoires de la loi du 21 avril 2007 que les auteurs de cette loi ont admis qu'en cas de pluralité de parties, le montant de l'indemnité de procédure pourra se solder finalement par un montant assez réduit pour les différents bénéficiaires (1).

De l'accord du délégué du ministre, les mots ", et sous réserve de l'application de l'alinéa 5 de l'article 1022, à l'égard de chaque partie qui est assistée d'un avocat et qui défend un intérêt distinct" doivent être omis.

(1) Doc. parl., Chambre, DOC 51, n/ 2891/002, pp. 14-15.

3. L'article 1022 nouveau du Code judiciaire ne fournit aucune habilitation au Roi pour adopter l'article 1er, alinéa 2, deuxième phrase, du projet, aux termes de laquelle "si un même avocat assiste plusieurs parties qui introduisent une action commune ou qui concluent dans le même sens, l'indemnité sera partagée entre les parties". L'article 1022, alinéa 5, in fine, de ce Code prévoit d'ailleurs déjà qu'en cas de pluralité de bénéficiaires de l'indemnité de procédure, celle-ci "est répartie entre les parties par le juge".

Il ne convient pas de rappeler, dans un arrêté royal, une disposition légale. De l'accord du délégué du ministre, cette deuxième phrase doit être supprimée.

4. À l'alinéa 3, dans le texte français, les mots "à laquelle la cause a été retirée" gagneraient à être remplacés par les mots "qui a été dessaisie de la cause".

5. À l'alinéa 4, il est suggéré de remplacer les mots "Il en est de même" par les mots "De même aucune indemnité n'est due".

6. Le texte gagnerait en précision si les mots "ou l'intimé" étaient ajoutés dans l'article 1er, alinéa 4, ainsi que dans l'article 5 du projet, et ce afin d'éviter la seule application du texte aux procédures de première instance.

7. Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il serait plus cohérent que l'article 5 du projet devienne l'article 1er, alinéa 5.

Article 2

À l'alinéa 2, on écrira, dans la version française du projet "Pour l'application du présent article" (au lieu de "Pour l'application de cet article").

Dans les deux versions linguistiques du même alinéa, il convient d'ajouter, après les mots "Par dérogation à l'article 561", les mots "du même Code" (ou "du Code judiciaire").

Article 3

L'article 3 du projet fixe le montant maximal de l'indemnité pour les affaires non-évaluables en argent à la somme de 10.000 euros alors que l'article 2 fixe cette somme à 30.000 euros pour les affaires évaluables en argent.

Le délégué du ministre a expliqué à ce sujet :

"Le choix de la limitation du montant maximum à 10.000 EUR pour les affaires non évaluables en argent a été réalisé dans un objectif de prévisibilité pour le justiciable, qui constitue un des fondements de la réforme. Si le montant maximum de 30.000 EUR avait été choisi, cela placerait le justiciable dans la quasi-impossibilité d'estimer le montant maximum auquel il pourrait éventuellement être condamné s'il devait succomber. Il serait en effet confronté à un montant pouvant varier de 75 EUR à 30.000 EUR.

La différence de traitement trouve sa source dans l'impossibilité qu'il y a à établir des critères suffisamment prévisibles et proportionnés pour le justiciable qui souhaite introduire ou est amené à se défendre dans le cadre d'une affaire dont l'enjeu n'est pas évaluable en argent.

Le risque judiciaire devient alors à ce point difficile à estimer que cela aura nécessairement pour conséquence une restriction disproportionnée de l'accès à la justice pour les justiciables confrontés à une telle situation, et ce en particulier, mais pas exclusivement, pour les plus faibles.

Or, la réforme s'inscrit dans le cadre d'une politique visant à assurer un meilleur accès à la justice. Et le caractère de prévisibilité du montant de l'indemnité de procédure joue à cet égard un rôle fondamental.

La limitation du montant maximum de l'indemnité de procédure pour de telles affaires à 10.000 EUR est apparue comme le seul moyen de rencontrer cet objectif."

Il est renvoyé à ce sujet à l'observation générale.

Article 4

1. Invité à expliquer pourquoi des montants particuliers et moins élevés que ceux fixés à l'article 2 du projet sont fixés pour les procédures visées aux articles 579 et 1017, alinéa 2, du Code judiciaire, le délégué du ministre a fourni l'explication suivante :

"Le système doit être considéré dans sa globalité.

Dans le système actuel, et en vertu de l'article 1017, alinéa 2, le montant des indemnités de procédure de droit commun est d'ores et déjà plus élevé que celui prévu pour les indemnités de procédure dans les litiges relatifs à la sécurité sociale.

La raison en est que le système élaboré en matière de sécurité sociale est doublement dérogatoire au droit commun, et ce en faveur de l'assuré social : d'une part, l'assuré social qui perd face à un organisme de sécurité sociale n'est jamais redevable de l'indemnité de procédure (sauf en cas de demande jugée téméraire et vexatoire par le tribunal). D'autre part, même s'il perd, l'assuré social perçoit l'indemnité de procédure.

Le système tel que proposé dans l'arrêté en projet maintient la même logique.

Relativement cette fois aux procédures visées par l'article 579, en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles, un régime similaire leur est actuellement applicable en vertu effectivement non pas de l'article 1017 du Code judiciaire, mais des législations spécifiques qui les concernent : en l'espèce, il s'agit de l'article 68 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et de l'article 53 des lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles."

Compte tenu de ces explications, il peut effectivement être considéré que les différences de montants prévus, d'une part, dans l'article 4 du projet, et, d'autre part, dans les articles 2 et 3 du projet, sont justifiées parce que ces montants ont trait à des situations différentes.

2. Contrairement à ce qu'annonce la phrase liminaire de l'article 4, les montants prévus dans le tableau figurant sous cette disposition ne sont pas des montants de base, minima et maxima, mais des montants fixes que le juge n'a pas le pouvoir d'adapter. Invité à justifier la compatibilité de ces montants fixes avec l'article 1022, alinéa 2, nouveau, du Code judiciaire, qui prévoit la fixation de montants de base, minima et maxima, le délégué du ministre a répondu comme suit :

> "Compte tenu de ce qui précède, il a toujours été convenu que les montants prévus actuellement par l'arrêté du 30 novembre 1970 ne seraient pas modifiés, et ne seraient donc pas déclinés en un montant de base, minimal et maximal, avec pour corollaire une absence de pouvoir d'appréciation du juge.
>
> La finale de l'alinéa 2 du nouvel article 1022 du Code judiciaire, qui permet de tenir compte de la nature de l'affaire et de l'importance du litige, a notamment été introduite à cette fin."

L'article 1022, alinéa 2, in fine, du Code judiciaire n'autorise pas l'interprétation défendue par le délégué du ministre. Le tableau de l'article 4 et les montants qui y figurent doivent être revus en conséquence.

3. Dans la troisième colonne de ce même tableau, après les mots "De 620 à 2.500 euros", il serait plus exact de remplacer, dans les deux versions linguistiques, le mot "ou" ("of") par le mot "et" ("en").

4. Dans la version française de la phrase liminaire de l'article 4, il convient d'écrire "mentionnées aux articles" et non "visées à l'article".

Article 5

Concernant l'article 5, il est renvoyé aux observations n^{os} 6 et 7 relatives à l'article 1er du projet.

Article 6

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il serait plus précis de remplacer les mots "pour la phase unilatérale de la procédure" par les mots "pour la phase de la procédure mentionnée aux articles 1340 à 1343, § 2, du Code judiciaire".

Article 9

Il serait utile de préciser le moment de l'indexation, par exemple le 1er du mois qui suit celui où le seuil de 10 points a été atteint, et d'habiliter le Ministre de la Justice à fixer ce montant par un arrêté conformément à cette formule, lequel serait, dès lors, publié au Moniteur belge.

Article 11

Il convient de mentionner, non pas les articles 2 à 12 de la loi du 21 avril 2007, précitée, mais les articles 1er à 13 de cette loi, à moins que l'intention de l'auteur du projet ne soit de faire entrer en vigueur les articles 1er et 13 de cette loi à la date du 1er janvier 2008 (2).

Par ailleurs, la loi du 21 avril 2007 doit être citée avec son intitulé complet.

Si l'intention de l'auteur du projet est bien de faire entrer en vigueur les articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007, précitée, en même temps que le présent projet d'arrêté, l'article 11 doit être rédigé comme suit :

"Art. 11. Les articles 1er à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétibilité des honoraires et des frais d'avocat entrent en vigueur en même temps que le présent arrêté."

(2) Voir l'article 14 de la loi du 21 avril 2007, précitée.

Observation de forme

Article 9

Dans la version néerlandaise du projet, il faudrait écrire : "De basis-, minimum - en maximum bedragen worden ...".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

LC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.215/2
VAN 18 JUNI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 mei 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het tarief van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 2 tot 12 van de wet van 21 april 2007", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

Het ontwerpbesluit, dat strekt tot de tenuitvoerlegging van artikel 1022, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, bepaalt het tarief van de basis-, minimum- en maximumbedragen van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in die bepaling.

Volgens deze laatste tekst moet het tarief "onder meer in functie van de aard van de zaak en van de belangrijkheid van het geschil" worden vastgesteld.

De afdeling wetgeving van de Raad van State beschikt niet over de gegevens op basis waarvan ze kan oordelen of de bedragen vermeld in het ontwerp, zoals ze inzonderheid onderling vergeleken kunnen worden naargelang van iedere soort van beschouwde prestaties, genoegzaam overeenstemmen met de aard van die prestaties en of aldus voldaan is aan de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie.

Het advies wordt onder dit voorbehoud verstrekt.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

De wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat moet met haar volledig opschrift worden vermeld.

Om de redenen die hierna worden uiteengezet in de opmerking betreffende artikel 11, moet bovendien de inwerkingtreding worden vermeld, niet alleen van de artikelen 2 tot 12 van deze wet, maar ook van de artikelen 1 en 13 ervan.

Het opschrift van het ontwerpbesluit moet derhalve als volgt worden gesteld :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van het tarief van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, alsmede van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 13 van de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat".

Aanhef

Eerste lid

Het eerste lid moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op artikel 1022, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 21 april 2007;".

Nieuw tweede lid (in te voegen)

Bij wijze van rechtsgrond moet eveneens artikel 14 van de voornoemde wet van 21 april 2007 worden vermeld, dat de juridische grondslag van artikel 11 van het ontwerp vormt.

In de aanhef moet derhalve een nieuw tweede lid worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat, inzonderheid op artikel 14;".

Nieuw derde lid (in te voegen)

Het koninklijk besluit van 30 november 1970 tot vaststelling van het tarief van de invorderbare kosten bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, dat wordt opgeheven bij artikel 10 van het ontwerp, moet in de aanhef worden vermeld in een nieuw in te voegen derde lid. In de verwijzing naar dat koninklijk besluit moeten alle uitdrukkelijke en nog steeds geldende wijzigingen worden vermeld die in die tekst zijn aangebracht, zulks louter met opgaaf van de aard en de datum van de wijzigingsteksten.

Tweede lid (dat het vierde lid wordt)

De data van de adviezen van respectievelijk de Orde van Vlaamse Balies en de Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique moeten worden opgegeven, waarbij die adviezen in chronologische volgorde worden vermeld.

Derde lid (dat het vijfde lid wordt)

Het derde lid (dat het vijfde lid wordt) moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op de adviezen van de inspecteurs van financiën, gegeven op 23 april 2007 en 26 april 2007;".

Dispositief

Artikel 1

1. Artikel 1017, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt reeds dat de kosten worden vastgesteld "onverminderd de overeenkomst tussen partijen" (de kosten omvatten de rechtsplegingsvergoeding, zoals blijkt uit artikel 1018, eerste lid, 6/, van het Gerechtelijk Wetboek).

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden "Onverminderd de overeenkomst tussen partijen" derhalve moeten vervallen.

2. De woorden "en, behoudens de toepassing van het vijfde lid van artikel 1022, ten aanzien van elke partij die door een advocaat wordt bijgestaan en die een onderscheiden belang verdedigt" in artikel 1, tweede lid, van het ontwerp kunnen ertoe leiden dat eenzelfde in het ongelijk gestelde partij aan verscheidene andere partijen de volledige rechtsplegingsvergoeding moet betalen. Uit het nieuwe artikel 1022, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek volgt evenwel dat eenzelfde in het ongelijk gestelde partij slechts tot betaling van één enkele rechtsplegingsvergoeding per geschil kan worden gehouden, een rechtsplegingsvergoeding waarvoor een maximumgrens wordt bepaald wanneer verscheidene partijen in aanmerking komen voor die vergoeding, zoals in diezelfde bepaling wordt gesteld ("... bedraagt het bedrag ervan maximum het dubbel van de maximale rechtsplegingsvergoeding waarop de begunstigde die gerechtigd is om de hoogste vergoeding te eisen aanspraak kan maken"). Bovendien volgt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 21 april 2007 dat de indieners van die wet aanvaard hebben

dat wanneer verscheidene partijen in het geding zijn, het bedrag van de rechtsplegingsvergoeding voor de verschillende begunstigden uiteindelijk kan neerkomen op een relatief bescheiden bedrag [(1)].

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden "en, behoudens de toepassing van het vijfde lid van artikel 1022, ten aanzien van elke partij die door een advocaat wordt bijgestaan en die een onderscheiden belang verdedigt" moeten vervallen.

3. Het nieuwe artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek geeft de Koning geen enkele machtiging om artikel 1, tweede lid, tweede zin, van het ontwerp aan te nemen, een bepaling die als volgt luidt : "Indien eenzelfde advocaat verscheidene partijen bijstaat die een gemeenschappelijke vordering instellen of concluderen in dezelfde zin, wordt de vergoeding onder deze partijen verdeeld." Artikel 1022, vijfde lid, in fine, van dat Wetboek bepaalt immers reeds dat wanneer verscheidene partijen in aanmerking komen voor de rechtsplegingsvergoeding, deze "door de rechter tussen de partijen verdeeld" wordt.

Het staat niet om een wetsbepaling te herhalen in een koninklijk besluit. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat deze tweede zin moet worden geschrapt.

4. Het zou beter zijn in de Franse tekst van het derde lid de woorden "à laquelle la cause a été retirée" te vervangen door de woorden "qui a été dessaisie de la cause".

5. Ten aanzien van het vierde lid wordt voorgesteld de woorden "Hetzelfde geldt" te vervangen door de woorden "Zo ook is geen vergoeding verschuldigd".

---

(1) Gedr. Stuk, Kamer, DOC 51, nr. 2891/002, blz. 14-15.

6. De tekst zou duidelijker zijn indien in artikel 1, vierde lid, en in artikel 5 van het ontwerp de woorden "de gedaagde in hoger beroep" worden toegevoegd, waardoor wordt voorkomen dat de tekst alleen toepassing vindt op procedures in eerste aanleg.

7. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontwerp aan coherentie zou winnen indien artikel 5 vernummerd wordt tot artikel 1, vijfde lid.

Artikel 2

In de Franse tekst van artikel 2, tweede lid, van het ontwerp schrijve men "Pour l'application du présent article" (in plaats van "Pour l'application de cet article").

In de Nederlandse en de Franse versie van datzelfde lid dienen na de woorden "in afwijking van artikel 561" ("Par dérogation à l'article 561") de woorden "van hetzelfde Wetboek" of "van het Gerechtelijk Wetboek" ("du même Code" of "du Code judiciaire") te worden toegevoegd.

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp stelt het maximumbedrag van de vergoeding voor geschillen die betrekking hebben op niet in geld waardeerbare vorderingen vast op 10.000 euro, terwijl artikel 2 dat bedrag vaststelt op 30.000 euro voor in geld waardeerbare vorderingen.

De gemachtigde van de minister heeft in dit verband de volgende toelichting verstrekt :

> "Le choix de la limitation du montant maximum à 10.000 EUR pour les affaires non évaluables en argent a été réalisé dans un objectif de prévisibilité pour le justiciable, qui constitue un des fondements de la réforme. Si le montant maximum de 30.000 EUR avait été choisi, cela placerait le justiciable dans la quasi-impossibilité d'estimer le montant maximum auquel il pourrait

éventuellement être condamné s'il devait succomber. Il serait en effet confronté à un montant pouvant varier de 75 EUR à 30.000 EUR.

La différence de traitement trouve sa source dans l'impossibilité qu'il y a à établir des critères suffisamment prévisibles et proportionnés pour le justiciable qui souhaite introduire ou est amené à se défendre dans le cadre d'une affaire dont l'enjeu n'est pas évaluable en argent.

Le risque judiciaire devient alors à ce point difficile à estimer que cela aura nécessairement pour conséquence une restriction disproportionnée de l'accès à la justice pour les justiciables confrontés à une telle situation, et ce en particulier, mais pas exclusivement, pour les plus faibles.

Or, la réforme s'inscrit dans le cadre d'une politique visant à assurer un meilleur accès à la justice. Et le caractère de prévisibilité du montant de l'indemnité de procédure joue à cet égard un rôle fondamental.

La limitation du montant maximum de l'indemnité de procédure pour de telles affaires à 10.000 EUR est apparue comme le seul moyen de rencontrer cet objectif."

In dit verband wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 4

1. Op de vraag waarom voor de procedures bedoeld in de artikelen 579 en 1017, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek specifieke, lagere bedragen zijn vastgesteld dan die vastgelegd in artikel 2 van het ontwerp, heeft de gemachtigde van de minister de volgende uitleg verstrekt :

"Le système doit être considéré dans sa globalité.

Dans le système actuel, et en vertu de l'article 1017, alinéa 2, le montant des indemnités de procédure de droit commun est d'ores et déjà plus élevé que celui prévu pour les indemnités de procédure dans les litiges relatifs à la sécurité sociale.

La raison en est que le système élaboré en matière de sécurité sociale est doublement dérogatoire au droit commun, et ce en faveur de l'assuré social : d'une part, l'assuré social qui perd face à un organisme de sécurité sociale n'est jamais redevable de l'indemnité de procédure (sauf en cas de demande jugée téméraire et vexatoire par le tribunal). D'autre part, même s'il perd, l'assuré social perçoit l'indemnité de procédure.

Le système tel que proposé dans l'arrêté en projet maintient la même logique.

> Relativement cette fois aux procédures visées par l'article 579, en ce qui concerne les accidents du travail et les maladies professionnelles, un régime similaire leur est actuellement applicable en vertu effectivement non pas de l'article 1017 du Code judiciaire, mais des législations spécifiques qui les concernent : en l'espèce, il s'agit de l'article 68 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et de l'article 53 des lois coordonnées du 3 juin 1970 relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles."

Gelet op die uitleg kan werkelijk worden beschouwd dat de verschillen in de bedragen vastgelegd in artikel 4 van het ontwerp enerzijds, en in de artikelen 2 en 3 van het ontwerp anderzijds, gerechtvaardigd zijn omdat ze slaan op onderscheiden situaties.

2. In tegenstelling tot wat wordt gesteld in de inleidende zin van artikel 4, zijn de bedragen vastgelegd in de tabel welke onder die bepaling voorkomt, geen basis-, minimum- en maximumbedragen, maar vaste bedragen die de rechter niet gerechtigd is aan te passen. Toen de gemachtigde van de minister verzocht is de bestaanbaarheid te rechtvaardigen van die vaste bedragen met het nieuwe artikel 1022, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat de vaststelling van basis-, minimum- en maximumbedragen voorschrijft, heeft deze geantwoord :

> "Compte tenu de ce qui précède, il a toujours été convenu que les montants prévus actuellement par l'arrêté du 30 novembre 1970 ne seraient pas modifiés, et ne seraient donc pas déclinés en un montant de base, minimal et maximal, avec pour corollaire une absence de pouvoir d'appréciation du juge.
>
> La finale de l'alinéa 2 du nouvel article 1022 du Code judiciaire, qui permet de tenir compte de la nature de l'affaire et de l'importance du litige, a notamment été introduite à cette fin."

Artikel 1022, tweede lid, in fine, van het Gerechtelijk Wetboek verdraagt zich niet met de interpretatie aangevoerd door de gemachtigde van de minister. De tabel in artikel 4 en de daarin voorkomende bedragen moeten dienovereenkomstig worden aangepast.

3. Het zou beter zijn in de Nederlandse en de Franse tekst van de derde kolom van diezelfde tabel na de woorden "Van 620 tot 2.500 euro" ("De 620 à 2.500 euros") het woord "of" ("ou") respectievelijk te vervangen door het woord "en" ("et").

4. In de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 4 schrijve men "mentionnées aux articles" in plaats van "visées à l'article".

Artikel 5

In verband met artikel 5 wordt verwezen naar de opmerkingen 6 en 7 betreffende artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 6

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de tekst preciezer zou zijn indien de woorden "voor de niet tegensprekelijke fase van de procedure" vervangen worden door de woorden "voor de fase van de procedure omschreven in de artikelen 1340 tot 1343, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 9

Het zou nuttig zijn het tijdstip van de indexering te preciseren, bijvoorbeeld de eerste dag van de maand volgend op die waarop de drempel van 10 punten is bereikt, en de Minister van Justitie te machtigen dat bedrag volgens die formule vast te stellen bij een besluit dat derhalve in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.

Artikel 11

Niet de artikelen 2 tot 12 van de voornoemde wet van 21 april 2007 dienen te worden vermeld, maar de artikelen 1 tot 13 ervan, tenzij het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de artikelen 1 en 13 van deze wet in werking te laten treden op 1 januari 2008 [(2)].

Bovendien moet de wet van 21 april 2007 met haar volledig opschrift worden vermeld.

---

(2) Zie artikel 14 van de voornoemde wet van 21 april 2007.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om de artikelen 1 tot 13 van de voornoemde wet van 21 april 2007 op hetzelfde tijdstip in werking te laten treden als het onderhavige ontwerpbesluit, moet artikel 11 als volgt worden geredigeerd :

"Art. 11. De artikelen 1 tot 13 van de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en kosten verbonden aan de bijstand van een advocaat treden in werking op hetzelfde tijdstip als dit besluit."

Vormopmerking

Artikel 9

Men schrijve : "De basis-, minimum- en maximumbedragen worden ...".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS